collective au profit de ce qu'il appelle un ordre international « semi » ou parfois « quasi » constitutionnel.

On peut toutefois se demander si, à notre époque, le choc, non des civilisations, mais des passions et des identités, le développement de la violence multiforme et décentralisée et celui de la corruption et de l'économie illicite, la rencontre de masses en mouvement, chassées de leur patrie par la persécution ou la pauvreté, la guerre ou la détérioration climatique, et de populations sédentaires craignant pour leur emploi comme pour leur identité, ne finissent pas par produire, par la transgression perpétuelle des règles comme celle des frontières mentionnée plus haut, une crise permanente à la fois des nations et de l'économie internationale. Et l'ordre international « semi-constitutionnel » ne risque-t-il pas d'en être la première victime ?

À moins qu'il ne s'agisse d'un « temps des troubles » qui marquerait une transition, peut-être prolongée, entre l'ordre bipolaire et un nouvel ordre dont nous ignorons encore les contours, mais qui apaiserait les conflits et organiserait une coexistence véritablement pacifique.

En ce cas, David P. Calleo resterait non seulement comme le critique éloquent et lucide des folies du présent, mais comme l'apôtre prophétique d'un ordre un peu miraculeux qui assurerait à la fois le pluralisme et la paix par la modération, inspirée de l'exemple européen.

Pierre Hassner –
Sciences Po Paris, CERI

La science politique est-elle prête pour ce siècle ?[1]

Le volume publié par Oxford University Press (OUP) en 2009 est une sélection de chapitres puisés dans l'imposante série « The Oxford Handbooks of Political Science », placée sous la même direction éditoriale de Robert Goodin. La généalogie de l'entreprise remonte au 16e congrès de l'International Political Science Association (IPSA) à Berlin en 1994, et à la publication d'un premier *New Handbook of Political Science* par OUP en 1996, sous la direction de Hand-Dieter Klingemann et Robert Goodin. Ces publications prenant pour objet la science politique en tant que discipline font suite à d'autres : le premier *Handbook of Political Science* publié par Nelson Posby et Fred Greenstein chez Addison-Wesley dès 1975, les trois volumes *The State of the Discipline* édités pour l'American Political Science Association (APSA) par Ada Finifter en 1983 et 1993, puis Ira Katznelson et Helen Milner en 2002, et bien sûr le *Traité de science politique*, publié en quatre volumes aux PUF sous la direction de Jean Leca et Madeleine Grawitz en 1985.

Le plus frappant dans cette nouvelle livraison est d'abord son ampleur. Pas moins de dix volumes d'un millier de pages chacun et 150 chapitres composent ce traité dont le sommaire est déjà instructif : *Political Theory* (édité par J.-S. Dryzeck, B. Honig, A. Phillips), *Political Institutions* (R. A. W. Rhodes, S. A. Binder, B. A. Rockman), *Political Behavior* (R. J. Dalton, H. D. Klingemann), *Comparative Politics* (C. Boix, S. C. Stokes), *Law and Politics* (K. E. Whittington, R. D. Kelemen, G. A. Caldeira), *Public Policy* (M. Moran, M. Rein, R. Goodin), *Political Economy* (B. Weingast, D. A. Wittman)[2], *International Relations* (C. Reus-Smit, D. Snidal)[3], *Contextual Political Analysis* (R. Goodin, C. Tilly)[4] et *Political Methodology* (J. M. Box-Steffensmeier, H. Brady, D. Collier). Le succès du pari éditorial engagé par OUP, la mobilisation des directeurs et des auteurs et ce foisonnement de textes sont un indéniable signe de santé pour une discipline qui se présente ici sous un jour luxuriant. Le projet vise à dresser un état critique et détaillé de chaque secteur de recherche pour « cartographier le génome de la discipline », et dégager par induction ce qui fait son identité scientifique. Il est aussi d'expliciter les avancées les plus récentes de la recherche, d'indiquer et d'encourager les orientations les plus prometteuses pour l'avenir. L'ouvrage offre ainsi un panorama très approfondi de la discipline en

1. À propos de Robert Goodin (ed.), *The Oxford Handbook of Political Science*, Oxford, Oxford University Press, 2009, 1292 p., bibliographie, index.
2. Volume dont la revue a rendu compte, sous la plume d'Alain Wolfelsperger, *Revue française de science politique*, 59 (1), février 2009, p. 142-143.
3. Volume dont Thomas Lindemann rend compte dans ce même numéro, p. 343-344.
4. Volume dont a rendu compte Laurent Godmer, « Vers une science politique "contextualiste" ? », *Revue française de science politique*, 60 (1), février 2010, p. 154-158.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 04/11/2014 11h17. © Presses de Sciences Po

même temps qu'un compas et une feuille de route au politologue, apprenti ou confirmé, égaré en chemin. Il sera manifestement d'une grande utilité pour la préparation des enseignements et l'élaboration de projets de recherche, et nul doute que son influence sera considérable. C'est un formidable instrument critique et normatif dont dispose la science politique pour développer et transformer ses pratiques.

Il est bien sûr impossible de faire ici une analyse en couvrant tout à la fois l'ensemble et le détail, et chacun saura trouver dans son aire de prédilection les apports et les limites des différentes contributions proposées. Je voudrais néanmoins attirer l'attention sur les points suivants. En premier lieu, comme l'indique justement ce sommaire, les contours de la science politique ont changé, par des mouvements conjugués de différenciation interne, d'expansion vers de nouveaux objets, et d'échanges avec d'autres disciplines. Aux côtés des découpages attendus apparaissent ainsi de nouveaux champs d'investigation, aujourd'hui très constitués, ou se jouent les renouvellements problématiques et où se tissent de nouveaux modes de compréhension des phénomènes politiques. Le volume sur *Droit et politique* par exemple propose une série de chapitres sur la constitutionnalisation de la politique, les variétés d'ordre légal, la globalisation du droit et les différentes approches disciplinaires de l'influence politique du droit. Dans *Political Economy*, le *Handbook* va bien au-delà des développements du choix rationnel, pourtant largement présents, pour intégrer l'économie politique internationale, l'interaction entre politique et macro-économie, les relations entre démocratie, capitalisme et développement. Histoire, sociologie et géographie sont également mobilisées pour exposer leurs contributions respectives à une économie politique en profond renouvellement.

Pour ainsi dire à l'autre extrémité du spectre méthodologique, Robert Goodin et le regretté Charles Tilly prennent au pied de la lettre la relativité de l'analyse politique pour inventorier et explorer précisément les effets de contexte et les questions de méthode qui leur sont associées. Plusieurs contributions très remarquables développent ainsi les formes de détermination philosophiques, psychologiques, spatiales, historiques, culturelles, démographiques ou technologiques qui contribuent à mettre en forme les interactions politiques. *Contextual Political Analysis* est probablement le volume le plus novateur, marqué de l'empreinte de Charles Tilly et de toute la portée de sa contribution aux sciences sociales. Enfin, *Political Institutions* se fait lui aussi l'écho des innovations introduites avec le « *boom* » néo-institutionnaliste, et la floraison de courants et de travaux replaçant les institutions au cœur de l'analyse politique dans les deux dernières décennies. Le portrait qui se dégage de l'ensemble est celui d'une science politique plus ouverte intellectuellement et techniquement aux autres disciplines, plus attentive aux dimensions juridiques, économiques et contextuelles des processus politiques, ou les questions de genre et de ségrégation sont sorties de leur isolement pour s'imposer dans tous les secteurs, et enfin positionnant probablement les dynamiques institutionnelles au point nodal de ses préoccupations. Si les volumes sur la théorie politique, les comportements politiques, la politique comparée, les politiques publiques et les relations internationales sont d'une certaine façon plus convenus, ils sont également de grande tenue.

Ce nouveau déploiement n'est pas sans conséquences. On peut relever que, sans être absente du *Handbook*, la sociologie politique n'offre pas, ou plus, une approche distinctive (aucun volume ou chapitre spécifique ne lui est consacré). Cette discrétion n'est qu'apparente, et la vérité est qu'elle est plutôt présente dans chacun des champs ou des sous-champs de recherche. À l'examen, ceci vaut également pour le droit, l'économie, l'histoire, la philosophie, et dans une moindre mesure la psychologie et la géographie. *Exit* donc le temps des guerres de tranchées disciplinaires, la dernière en date contre le choix rationnel ayant finalement imposé le pluralisme méthodologique, revendiqué par le mouvement autoproclamé « Perestroïka » au sein de la science politique américaine. La discipline peut certainement porter à son actif d'avoir largement dépassé les démons de ses origines multiples pour conjuguer, avec des inflexions sensibles mais dans l'ensemble avec bonheur, les apports de différentes approches fondatrices dans ses différents champs de recherche. Autre aspect important de ces développements, en lien avec le précédent, le dernier volume rassemble des contributions très sophistiquées sur la méthodologie de l'analyse politique. On y trouvera des textes de grande technicité sur la conceptualisation, la mesure, les techniques quantitatives et qualitatives de l'inférence causale, les méthodes expérimentales, ou encore les différentes approches de la comparaison. Le

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 04/11/2014 11h17. © Presses de Sciences Po

développement spectaculaire de la méthodologie comme un secteur à part entière fait de la science politique un creuset, où sont combinés et forgés des instruments d'analyse exportables vers les autres sciences sociales. C'est là encore un signe très positif. Au total, l'ouvrage force l'admiration en tenant son pari prométhéen. Les contributions sont stimulantes et dressent l'état d'une discipline ouverte et dynamique. Il sera fortement structurant pour le développement des recherches et des enseignements dans les années qui viennent.

Un point cependant ne peut laisser indifférent la *Revue française de science politique*. « La » discipline qui nous est présentée par OUP, qui confirme une nouvelle fois son statut de *leader* mondial pour l'édition des sciences sociales, est en fait – on l'aura compris – la science politique anglophone. Les contributions d'auteurs francophones sont à peu près intégralement absentes, que ce soit parmi les auteurs des chapitres (trois contributions qu'il faut saluer sur 150, celles de Jean-Claude Thoenig sur les institutions territoriales, Jean Blondel sur les institutions politiques, et Hervé Moulin sur les choix sociaux), ou dans les références bibliographiques (27 auteurs francophones mentionnés sur un total de près de 3 000 pour le seul volume de synthèse). L'analyse bibliométrique produite par Robert Goodin en introduction au *Handbook* ne laisse qu'une maigre place à Michel Foucault et Pierre Bourdieu parmi les *leaders* (les plus souvent cités dans leur champ respectif) et les intégrateurs (les plus souvent cités dans les différents secteurs) de la discipline. La science politique et les sciences sociales de langue française méritent pourtant mieux que ces seules et rares références à leurs monstres sacrés. Si l'on considère que l'auteur le plus cité est Maurice Duverger, l'influence francophone sur la discipline semble être celle du passé, et il est probable qu'elle soit en déclin. Faut-il y voir notre incapacité à publier suffisamment à l'étranger, l'hermétisme et une propension à l'autoréférence des institutions anglophones, ou l'effet structurel des contraintes linguistiques ? Sans doute les trois facteurs sont-ils conjugués. Mais il est inquiétant que l'internationalisation à laquelle travaillent nos institutions produise des résultats à ce point asymétriques. Si les travaux des politologues de langue française font aujourd'hui largement référence aux auteurs étrangers, l'inverse n'est pas vrai. La culture française est loin d'être la seule en position de marginalisation dans ce mouvement, et l'on est bien en peine de trouver des influences proprement italiennes ou allemandes, par exemple, au-delà de quelques auteurs phares. Si la science politique est en effet davantage internationalisée qu'il y a trente ans, c'est essentiellement par intégration entre les pays anglophones, et sous la prépondérance des institutions et des auteurs américains. L'European Consortium for Political Research, pourtant inlassablement actif, ne tempère pas ce mouvement. Probablement l'a-t-il même rendu possible, en fournissant le vecteur nécessaire au rapprochement entre la science politique nord-américaine et son pendant européen en cours de constitution. Il ne s'agit pas d'un mince accomplissement que d'avoir établi un espace international d'énonciation de la discipline. Force est de constater néanmoins qu'il se superpose à ses expressions nationales ou linguistiques sans en intégrer l'apport et la diversité au-delà du monde anglophone. Ceci ne peut évidemment rester sans incidence sur les objets et les modes de conceptualisation de « la » science politique.

Mais il y a plus inquiétant, à mon sens. Cette segmentation de la discipline entre différents espaces linguistiques est regrettable, mais pas exceptionnelle pour les sciences sociales. Elle est compréhensible, quoiqu'un peu difficile à défendre sur le strict plan scientifique. Elle reste cependant sans très grande conséquence immédiate à l'intérieur du monde développé. Mais on est aussi frappé de l'absence de contributeurs ou de références à des intellectuels du monde en développement. Le seul espace ouvert à cet effet l'est dans le volume sur la théorie politique, ou deux contributions traitent du confucianisme et de la théorie politique islamique. Il est regrettable qu'émanant de l'IPSA, le projet n'ait pu donner davantage la parole à des contributeurs latino-américains, africains ou asiatiques. Malgré tout le mérite des directeurs et les succès indiscutables de l'entreprise, cette réalité ne peut que nous alerter. Il n'est pas sûr que nos institutions fassent mieux dans leur aire d'influence. L'espace intellectuel de la science politique qui nous est présenté reste localisé aux « démocraties avancées » de l'Atlantique nord avec une expansion en Asie australe. Il est très fortement normé et intégré, ce qui nous vaut les avancées soulignées ici. Mais comment ne pas voir qu'il court aussi le risque d'un superbe isolement ? Il y a urgence à l'élargir si notre discipline prétend éclairer le devenir politique de ce siècle.

Richard Balme –
Sciences Po Paris, CEE
Tsinghua University, School of Public Policy and Management

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Institut d'Etudes Politiques de Paris - - 193.54.67.93 - 04/11/2014 11h17. © Presses de Sciences Po